



Regards sur 40 ans d'emplois rennais et bretons

JUIN 2022



SOMMAIRE

AVANT-PROPOS
CHIFFRES CLÉS
SYNTHÈSE

Dynamique et performance de Rennes par rapport aux autres métropoles françaises

- 08** La croissance de l'emploi depuis 1975 : forte intensité et tertiarisation
- 10** Une performance économique remarquable au regard du portefeuille d'activités rennais

Évolution de l'emploi en Bretagne et en Ile-et-Vilaine

- 16** Une trajectoire sur 40 ans bien orientée en Bretagne
- 19** L'aire d'attraction de Rennes en forte croissance depuis 1999

Annexes

AVANT-PROPOS

“ Entre 1975 et 2018, l'économie française a créé 5,5 millions d'emplois. Toutefois, cette croissance varie fortement dans le temps et d'un territoire à l'autre. La zone d'emploi rennaise fait partie des territoires les plus dynamiques de France. Cette croissance est-elle aussi vigoureuse dans les autres métropoles françaises ?

Le positionnement d'une zone d'emploi sur des secteurs porteurs explique en partie l'efficacité de ses entreprises. Inversement, une agglomération dont le tissu économique est « vieillissant » aurait tendance à perdre des emplois.

Ces premières observations sont pourtant à nuancer tant l'on constate de différences au niveau local. Certaines zones d'emplois composées d'un tissu économique en décroissance au niveau national peuvent pourtant s'enorgueillir d'une bonne tenue de l'emploi. D'autres exemples révèlent que des agglomérations sont en difficulté alors que la qualité de leur portefeuille d'activités est en croissance en moyenne en France. Il n'existe pas un, mais des « profils types » de métropole. Le calcul de « l'effet local » permet de quantifier les gains d'emplois générés par la compétitivité des entreprises locales, indépendamment de la dynamique nationale. Sans la singularité et le dynamisme de son tissu économique, la capitale bretonne compterait 25 000 emplois de moins.

Quelles dynamique et performance de Rennes par rapport aux moyennes des métropoles, nationale et régionale ? Les trajectoires de croissance sont-elles homogènes en Bretagne et en Ille-et-Vilaine ? ”

CHIFFRES-CLÉS *Zone d'emploi de Rennes*



151 000

emplois ont été créés entre 1975 et 2018 dans la zone d'emploi de Rennes



340 000

habitants supplémentaires ont rejoint la zone d'emploi de Rennes entre 1975 et 2018



25 000

emplois salariés privés générés grâce aux spécificités locales du tissu économique rennais entre 2006 et 2020



1,7% par an :
c'est le taux de croissance
entre 1975 et 2018
contre **1% par an**
pour les autres métropoles



Rennes est l'une
des 7 métropoles dites
« surperformantes »
de France



14

secteurs économiques sur 15
sont plus **compétitifs**
à Rennes qu'ailleurs en France



Le nombre d'emplois **a progressé de plus de 80%**
dans cinq intercommunalités d'Ille-et-Vilaine, entre 1975 et 2018

SYNTHÈSE

Rennes fait partie des zones d'emplois les plus dynamiques de France. La croissance de l'emploi y est continue depuis 1975.

La zone d'emploi rennaise a créé 150 000 emplois entre 1975 et 2018. Son taux de croissance de l'emploi la place à la 4^e place des métropoles les plus dynamiques. L'emploi total a progressé en moyenne de 1,7 % par an entre 1975 et 2018 alors que la moyenne des métropoles est de 1 %.

La zone d'emploi rennaise a en parallèle accueilli 340 000 nouveaux habitants entre 1968 et 2018, soit une augmentation de 93 % de la population (+ 1,3 % en moyenne par an). Cette forte hausse place, en taux de croissance de la population, la zone d'emploi rennaise à la troisième position des 22 métropoles françaises (+ 0,9 % par an en moyenne).

Les secteurs d'activités qui forment le tissu économique rennais sont en croissance modérée au niveau national. Les entreprises de la capitale bretonne parviennent pourtant à générer 25 000 emplois grâce à un dynamisme qui leur est propre.

« L'effet local », qui quantifie la capacité du tissu économique local à créer des emplois indépendamment de la vitalité de ses secteurs d'activité au niveau national, est positif à Rennes. La capacité des acteurs à innover, les attractivités économique et résidentielle de la métropole expliquent en partie la vigueur et la singularité de sa croissance. Environ 25 000 emplois proviendraient de cet effet local.

Rennes fait partie des 7 métropoles les plus performantes de France.

Rennes se place à la cinquième place des métropoles selon la vitalité de son effet local, derrière Toulouse, Montpellier, Bordeaux et Nantes. Dans d'autres métropoles, l'effet local est

négatif : ces dernières créent moins d'emploi qu'en moyenne en France. C'est par exemple le cas à Saint-Étienne, Nancy ou Metz.

Rennes crée proportionnellement plus d'emplois en particulier dans les activités de l'information et de la communication (télécoms, numérique), le commerce ou encore les services à la personne, l'enseignement et la santé (liés à l'attractivité résidentielle).

Rennes et Vannes sont les zones d'emploi les plus dynamiques en région Bretagne depuis 1975.

Les trajectoires des zones d'emplois bretonnes ont des points communs : les taux de croissance ont des rythmes soutenus entre 1990 et 2008. Néanmoins, les divergences déjà visibles entre 1975 et 1990 réapparaissent après la crise des subprimes. Certaines agglomérations, dont Rennes, parviennent à préserver leur attractivité tandis que d'autres perdent des emplois ou connaissent une période de stagnation.

Certaines intercommunalités d'Ille-et-Vilaine ont doublé leur nombre d'emplois entre 1975 et 2018.

Des intercommunalités comme Montfort Communauté, Liffré Cormier Communauté ou Rennes Métropole ont un taux de croissance de l'emploi de 90 %. Le Pays de Châteaugiron Communauté détient le meilleur taux de croissance (+156 %).

Le périmètre d'analyse de cette note fait référence aux zones d'emplois des métropoles. Par simplification, la référence dans le texte aux « métropoles » désigne leur zone d'emploi plutôt que le périmètre de leur intercommunalité.

Dynamique et performant par rapport aux autres m

LA CROISSANCE DE L'EMPLOI DEPUIS 1975 : FORTE INTENSITÉ ET TERTIARISATION

Plus de 150 000 emplois ont été créés dans la zone d'emploi de Rennes entre 1975 et 2018

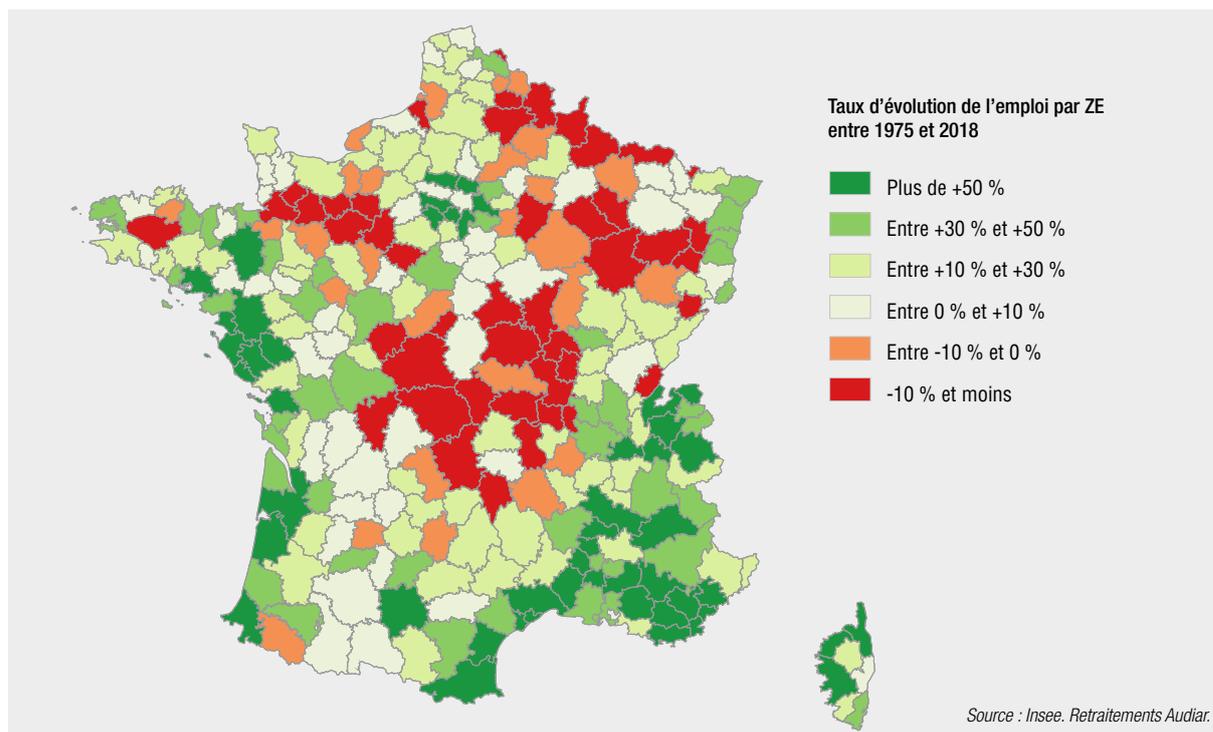
En moyenne, plus une agglomération comptait d'emplois en 2018, plus celle-ci en a créés entre 1975 et 2018. Dans la zone d'emploi rennaise, l'emploi total a augmenté de 87 % au cours de cette période (+1,7 % par an). Cette progression de l'emploi total est plus importante que dans les autres pôles d'emploi de plus de 100 000 salariés (+0,8 % en moyenne par an) et place Rennes à la quatrième position des métropoles les plus dyna-

miques. En parallèle, 340 000 habitants supplémentaires ont rejoint la zone d'emploi de la capitale bretonne (soit une hausse de la population de +93 % entre 1968 et 2018). Les métropoles de la façade atlantique et du sud du pays sont les autres agglomérations les plus dynamiques.

Les plus petites zones d'emplois comptant moins de 30 000 emplois ont connu une stagnation des effectifs avec une augmentation de 4 % (+0,1 % par an). Le nombre d'emplois a progressé de +17 % dans les zones d'emplois intermédiaires de 50 000 à 100 000 emplois (+0,35 % par an).

Le taux de croissance national moyen est de 25 % durant cette période (+0,5 % par an).

ÉVOLUTION DE L'EMPLOI TOTAL EN FRANCE ENTRE 1975 ET 2018 PAR ZONE D'EMPLOI



ce de Rennes étropoles françaises

© Arnaud Loubry / Rennes, Ville et Métropole

ÉVOLUTION DE L'EMPLOI TOTAL SELON LES TAILLES DE ZONE D'EMPLOI, ENTRE 1975 ET 2018

TYPE DE ZONE D'EMPLOI	1975	2008	2018	Évolution 1975-2018	Taux de croissance annuel moyen
Moins de 30 000 emplois	1 615 000	1 689 000	1 692 000	+4%	+0,1%
De 30 000 à 50 000 emplois	2 885 000	3 222 000	3 185 000	+10%	+0,2%
De 50 000 à 100 000 emplois	4 370 000	4 984 000	5 111 000	+17%	+0,35%
Plus de 100 000 emplois (hors Île-de-France)	7 519 000	10 091 000	10 519 000	+40%	+0,8%
Métropoles (Île-de-France exclue)	4 724 000	6 470 000	6 866 000	+45%	+0,9%
Île-de-France	4 675 000	5 608 000	5 770 000	+24%	+0,5%
France	20 850 000	25 596 000	26 012 000	+25%	+0,5%

Source : Insee, emplois dans les sphères présentielle et productive de 1975 à 2018.

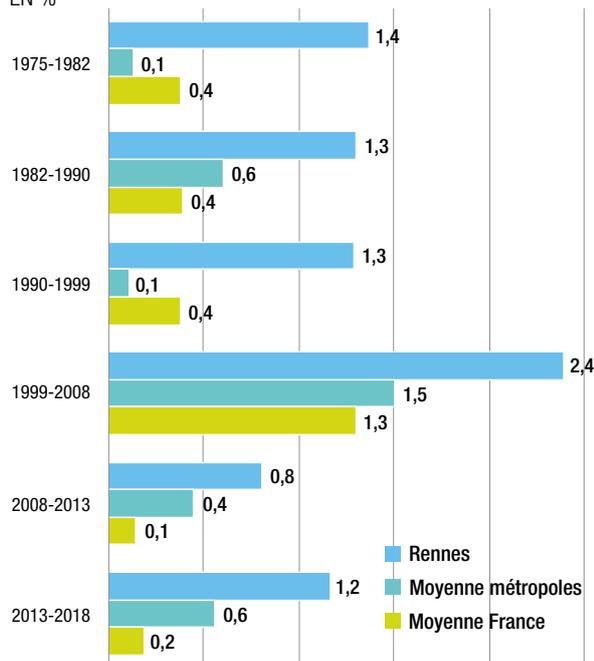
2008, l'année du « schisme » des métropoles françaises

Entre 1975 et 2018, 20 des 22 métropoles françaises connaissent une période de croissance de l'emploi total. Les créations d'emplois sont importantes dans les métropoles et dans les autres zones d'emploi durant la période 1999-2008. C'est à partir de 2008 que deux groupes de métropoles sont à distinguer. Rennes, Montpellier, Toulouse, Nantes, Bordeaux, Lille et Lyon parviennent à garder une forte croissance de l'emploi. Dans les autres grands pôles urbains, la crise des subprimes semble avoir fortement ralenti les créations de postes. L'emploi total est en faible croissance depuis 2008, voire décroît dans certaines zones d'emplois métropolitaines (Metz, Dijon, Nice).

La croissance rennaise fait preuve d'endurance depuis 1975

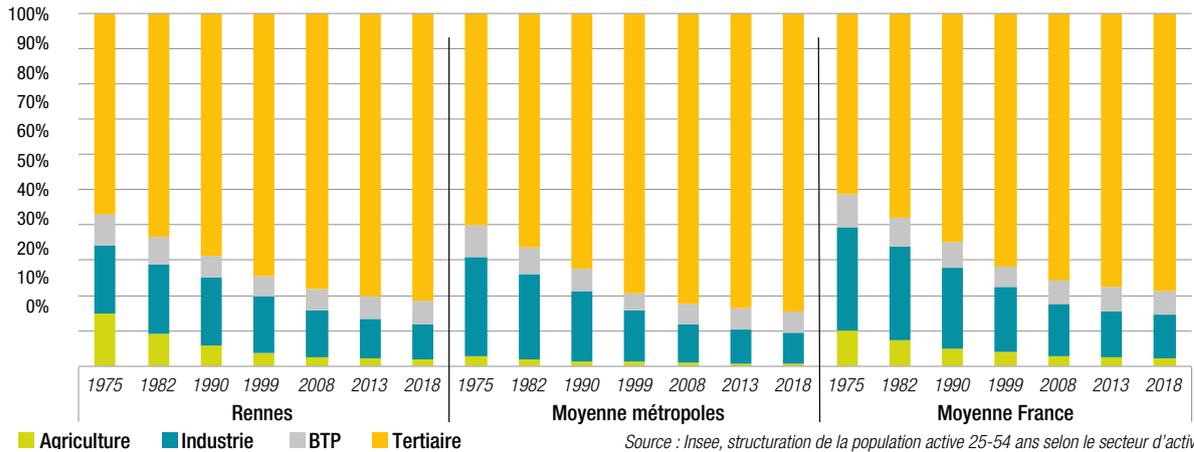
La croissance de l'emploi dans la métropole rennaise est supérieure aux moyennes nationales et des métropoles françaises au cours des 6 périodes observées. L'écart avec les autres métropoles est davantage marqué entre 1975 et 1999, période où ces dernières connaissent en moyenne une période de stagnation de l'emploi.

TAUX DE CROISSANCE ANNUEL MOYEN DE L'EMPLOI PAR PÉRIODE, EN %



Source : Insee, emplois dans les sphères présentielle et productive de 1975 à 2018.

PART DE L'EMPLOI PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ ENTRE 1975 ET 2018



Source : Insee, structuration de la population active 25-54 ans selon le secteur d'activité.

>> L'analyse par secteur économique est réalisée à partir des données sur l'emploi au lieu de travail, selon la population active âgée de 25 à 54 ans. Pour des raisons méthodologiques liées au recensement de la population, il s'agit de la seule donnée publiée par l'Insee renseignant l'emploi au lieu de travail, par secteur économique et à l'échelle de la zone d'emploi pour la période 1975 à 2018.

Les volumes d'emplois ne sont donc pas les mêmes que l'emploi total, où l'ensemble des tranches d'âges sont prises en compte. À Rennes, les 25-54 ans représentaient 70 % de l'emploi total en 1975 et 77 % en 2018.

Rennes connaît de grandes mutations de son tissu économique : plus agricole que les autres métropoles en 1975, la capitale bretonne s'est fortement tertiairisée 40 ans plus tard

Le tissu économique de la zone d'emploi rennaise se caractérise par une forte baisse du nombre d'actifs de 25 à 54 ans dans l'agriculture : le secteur occupait 15 % de ces actifs en 1975 contre 2 % en 2018. Rennes était, avec Brest, la métropole où l'agriculture occupait le plus d'actifs dans les années 70.

En 1975, l'industrie ne représentait que 19 % des emplois à Rennes contre 28 % en moyenne dans les autres métropoles. Cette part diminue jusqu'en 2018, mais moins fortement que dans les autres grands pôles urbains (-9 points à Rennes contre -19 points en moyenne dans les métropoles).

L'emploi tertiaire augmente fortement à Rennes comme ailleurs en France : 57 % des actifs travaillaient dans ce secteur en 1975 contre 82 % en 2018.

La répartition de l'emploi tend à converger dans les métropoles

La répartition de l'emploi dans les grands pôles d'emplois était bien plus hétérogène en 1975 qu'en 2018. Le poids de l'industrie était prépondérant dans certaines grandes agglomérations comme à Saint-Étienne (43 %), Metz (37 %) ou Lyon (36 %) tandis que dans d'autres, l'industrie n'occupait qu'un actif sur cinq. À Toulouse, Montpellier, Nantes, Rennes et Brest, l'agriculture représentait entre 9 % et 15 % de l'emploi. L'emploi tertiaire n'occupait qu'entre 50 et 60 % de l'emploi.

En 2018, la répartition de l'emploi par secteur est plus homogène parmi les métropoles. L'emploi agricole emploie moins de 3 % des actifs, l'industrie pèse en moyenne 9 % et l'emploi tertiaire constitue entre 80 et 90 % des emplois.

PERFORMANCE ÉCONOMIQUE REMARQUABLE AU REGARD DU PORTEFEUILLE D'ACTIVITÉS RENNAIS

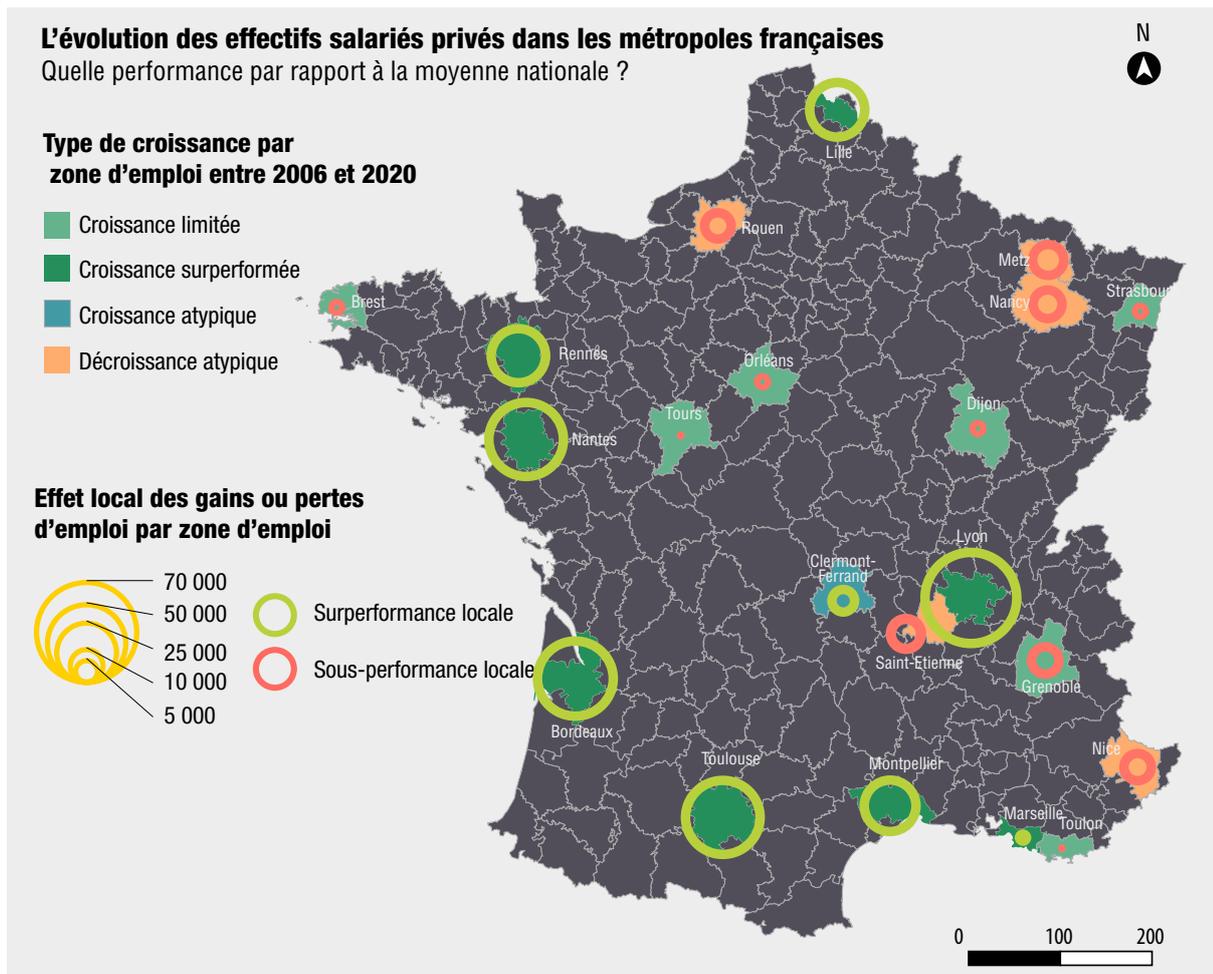
Le positionnement et le dynamisme économique local expliquent en partie les performances d'une zone d'emploi

L'observation « plus une zone d'emploi compte d'emplois, plus elle en crée » est à nuancer. Le dynamisme économique varie d'une zone d'emploi à une autre. Il dépend de leur portefeuille d'activités, si celles-ci sont positionnées ou non sur des secteurs en croissance à l'échelle nationale. Ces performances sont aussi dépendantes du dynamisme de l'économie locale, que l'on va estimer selon un « effet local ».

L'effet local quantifie la capacité d'un tissu économique à créer des emplois indépendamment de la vitalité de ses secteurs d'activité à l'échelle nationale. L'ensemble du portefeuille d'activités de la zone d'emploi est comparé aux évolutions nationales.

Un **effet local positif** signifie que les secteurs d'activité d'une agglomération ont créé proportionnellement plus d'emplois que ces mêmes secteurs d'activité à l'échelle nationale. Plusieurs facteurs alimentent un effet local positif, on peut notamment citer le profil économique d'un territoire et la capacité de ses acteurs économiques à être compétitifs. La coopération et la proximité entre entreprises, l'organisation de « grappes d'entreprises » ou de pôles de compétitivité, les liens des entreprises avec la recherche sont d'autres facteurs explicatifs. Les aménités positives (infrastructures, réseaux, équipements) et l'attractivité d'un territoire expliquent aussi en partie les bonnes performances des acteurs économiques¹.

¹ Carré D., Levratto N. (2016). « Analyse qualitative de l'effet local : étude de territoires particuliers ».



Source : Acoss. Retraitements et infographie Audiar.

Inversement, un **effet local négatif** signifie que le tissu économique d'un territoire sous-performe par rapport à l'échelle nationale. On désigne par **effet structure** l'évolution de l'emploi observée dans un secteur à l'échelle nationale.

Trois types de croissance et un type de décroissance qualifient la performance locale des métropoles françaises :

>> **surperformance locale :**

- une **croissance atypique** concerne un territoire en croissance alors que ses secteurs d'activité perdent des emplois à l'échelle nationale,
- une **croissance surperformée** désigne un territoire en croissance avec une création d'emploi plus forte que la moyenne nationale ;

>> **sous-performance locale :**

- une **décroissance atypique** concerne les zones d'emploi en décroissance alors que leur tissu économique local est composé de secteurs économiques en croissance à l'échelle nationale,
- une **croissance limitée** signifie que les effectifs salariés d'une zone d'emploi sont en croissance, mais à un rythme moins soutenu que la moyenne nationale. Les secteurs sont moins performants qu'à l'échelle nationale.

7 zones d'emploi métropolitaines, dont celle de Rennes, ont un tissu économique performant

La zone d'emploi rennaise figure parmi les métropoles dont le tissu économique a été le plus efficace. Cet effet local positif de 12,5 points se traduit par près de 25 000 emplois supplémentaires générés grâce aux bonnes performances des entreprises. La capitale bretonne se place à la 5^e position selon cet « effet local », indicateur qui observe l'écart entre l'évolution de l'emploi observée localement (2006-2020) et l'évolution observée à l'échelle nationale.

Lyon est la métropole qui génère le plus d'emplois grâce à ses spécificités locales (+68 000 emplois) tandis que Nantes est la zone d'emploi qui obtient le meilleur effet local en nombre de points (+ 18).

Certains secteurs sont particulièrement dynamiques dans les métropoles dites surperformantes : les activités financières et immobilières, la construction. Les activités d'hébergement et restauration ont fortement augmenté dans ces zones d'emplois, qui profitent de l'arrivée de nouveaux habitants. Les effectifs des secteurs de l'information et de la communication (dont le numérique) ont progressé de plus de 20 % (de 40 % à Rennes).

MÉTROPOLLES LES PLUS PERFORMANTES D'APRÈS L'EFFET LOCAL (2006-2020)

Métropoles	Indice de performance local	Emplois générés par la surperformance locale
Nantes	18,2	+ 50 000
Bordeaux	16,1	+ 51 000
Montpellier	14,3	+ 24 000
Toulouse	14,2	+ 51 000
Rennes	12,5	+ 23 000
Lyon	11,1	+ 68 000
Lille	8,5	+ 26 000

Source : Acoss.

La zone d'emploi rennaise est légèrement plus efficace durant la période 2015-2020 qu'entre 2006 et 2015, comme pour les autres métropoles listées ci-dessus. Seules Bordeaux et Montpellier gardent un niveau de performance aussi élevé entre 2006 et 2015 qu'entre 2015 et 2020.

12 métropoles sont concernées par un dynamisme économique moins soutenu qu'en moyenne en France

7 métropoles ont une **croissance dite « limitée »** : leurs zones d'emploi sont en croissance, mais les créations d'emplois auraient dû être plus importantes d'après la composition

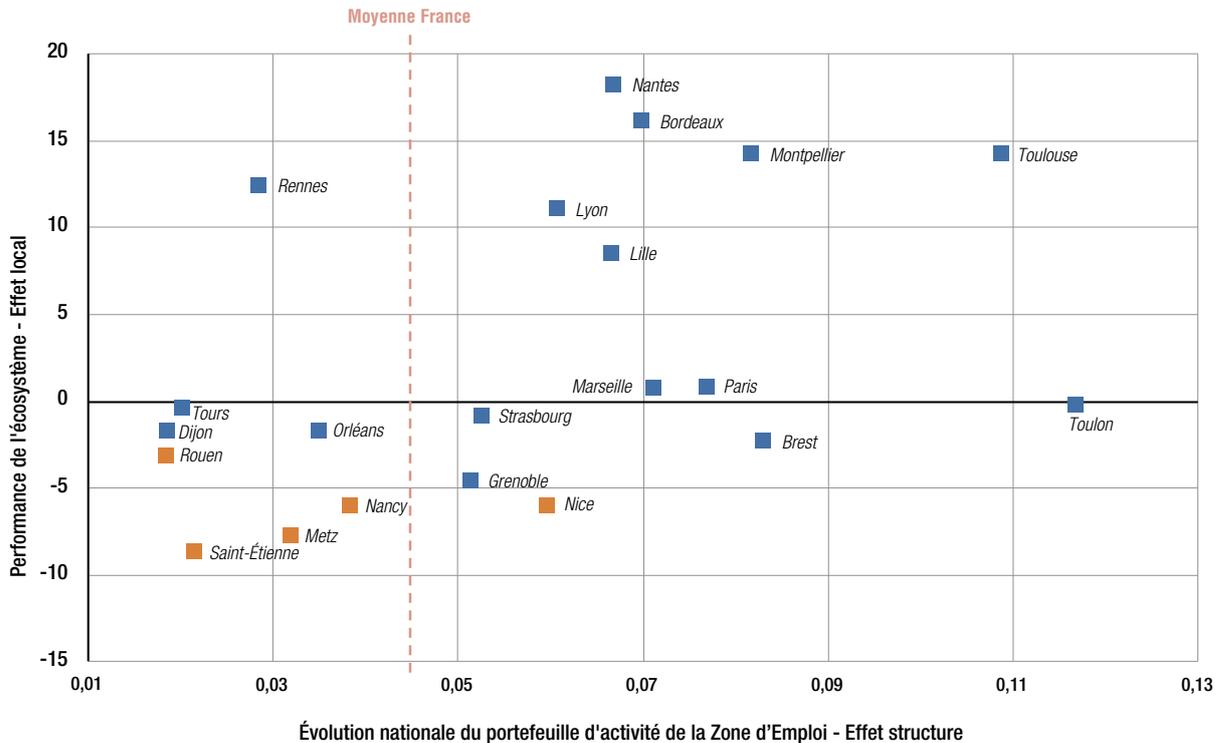
de leur tissu économique et les taux observés par secteur à l'échelle nationale. Grenoble aurait notamment créé 9 000 emplois supplémentaires selon cet indicateur (effet local de -3). Enfin, 5 métropoles sont en **décroissance « atypique »**. Bien que les secteurs d'activité qui composent leurs tissus économiques soient en croissance à l'échelle nationale depuis 2006, des emplois ont été détruits dans ces territoires. Par exemple à Metz, l'effet local est de -8 et se matérialise par 10 000 emplois qui auraient été créés localement si la métropole avait suivi la moyenne nationale. À l'inverse des métropoles performantes, les secteurs de l'information et la communication, la construction ou encore l'hôtellerie-café-restaurant progressent peu depuis 2006 voire perdent des emplois.

MÉTROPOLLES LES MOINS PERFORMANTES D'APRÈS L'EFFET LOCAL (2006-2020)

Métropoles	Indice de performance local	Emplois perdus par la sous-performance locale
Saint-Étienne	-8,7	- 13 000
Metz	-7,7	- 10 000
Nancy	-6,1	- 9 000
Nice	-6,0	- 10 000
Grenoble	-4,7	-9 000
Rouen	-3,2	- 6 500

Source : Acoss.

EFFET « LOCAL » ET EFFET « STRUCTURE » DES MÉTROPOLLES FRANÇAISES (2006-2020)



Source : Acoss, retraitements Audiar.

Rennes se distingue par un portefeuille d'activités dont la croissance est modérée à l'échelle nationale, mais la métropole bretonne fait preuve d'ipséité

Les secteurs des transports, la fabrication de matériel de transport et les « autres produits industriels » (industrie chimique, métallurgie, imprimerie) perdent des emplois à l'échelle nationale. Ces derniers concentrent près d'un quart de l'emploi privé de la zone d'emploi rennaise.

Les effectifs du commerce et de la construction stagnent au niveau national et représentent eux aussi un quart des effectifs rennais. Bien qu'étant positionné sur des secteurs économiques moins porteurs que d'autres métropoles, le tissu économique rennais parvient à être en croissance grâce à un très bon effet local, notamment dans l'information et la communication (numérique). La métropole bretonne fait preuve d'une forme de singularité.

La plupart des métropoles les plus créatrices d'emplois sont positionnées sur des portefeuilles d'activités porteurs au niveau national

La composition des portefeuilles d'activités varie selon les métropoles. Certaines comme Toulouse, Toulon ou Montpellier sont positionnées sur des secteurs économiques en forte croissance à l'échelle nationale. Toulouse, en plus d'avoir un portefeuille d'activités en croissance au niveau national, dispose d'un fort effet local qui amplifie ses créations d'emploi. Des métropoles comme Marseille ou Brest sont situées sur des secteurs d'activité en croissance à l'échelle nationale, mais ne sont pas performantes localement (leur taux de croissance est proche de l'évolution nationale).

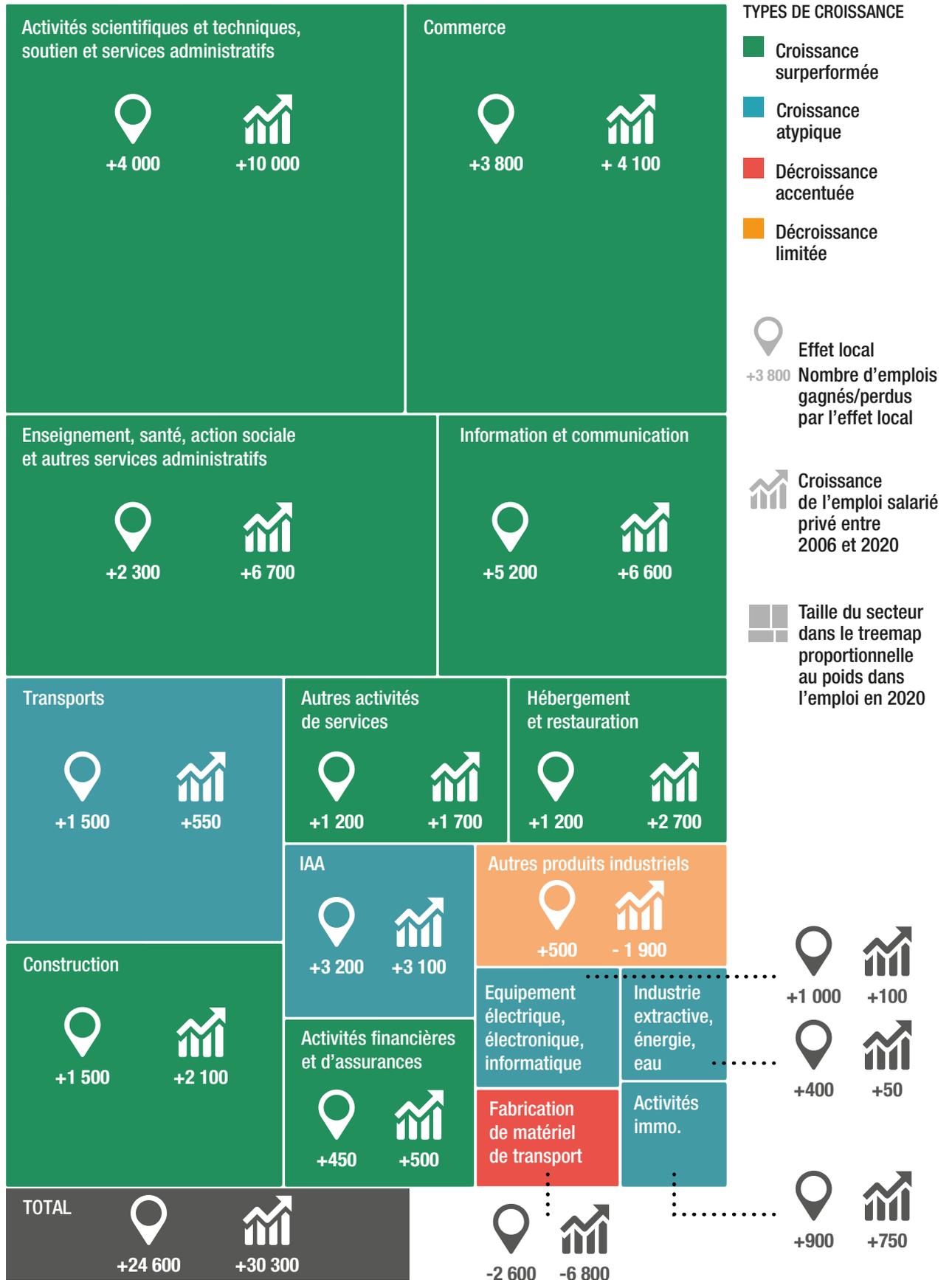
Les métropoles en décroissance cumulent les difficultés. Elles sont à la fois positionnées sur des secteurs économiques faiblement en croissance et sont à fortiori impactées par un tissu économique local moins efficace qu'au niveau national.



© Arnaud Loubby / Rennes, Ville et Métropole

PERFORMANCE DES SECTEURS ÉCONOMIQUES DE LA MÉTROPOLE RENNAISE

par rapport à la moyenne nationale entre 2006 et 2020 - effet local et évolution de l'emploi privé par secteur



Source : Acoss, retraitements et infographie Audiar.

Lecture de la représentation graphique ci-contre :

- 1. La fabrication de matériels de transport est un secteur en forte décroissance à la fois dans la zone d'emploi de Rennes (- 6 800 emplois) et à la fois au niveau national. L'effet local négatif se traduit par des pertes plus importantes qu'en moyenne en France, qui se matérialisent par - 2 600 emplois supplémentaires détruits.**
- 2. Les « autres produits industriels » sont un secteur en décroissance en France et dans la zone d'emploi rennaise (- 1 900 emplois). Néanmoins, les pertes sont moins importantes que dans les autres territoires français. L'effet local positif a permis de préserver 500 emplois.**
- 3. Le commerce est un secteur en croissance en France et dans la capitale bretonne (+ 4 100). L'effet local positif mesure des créations d'emplois plus importantes qu'ailleurs dans le pays : 3 800 emplois supplémentaires ont été créés.**

La plupart des secteurs d'activité de la zone d'emploi rennaise ont généré davantage d'emplois qu'en moyenne en France

Tous les secteurs économiques rennais présentent un effet local positif, à l'exception de la « fabrication de matériels de transport » (hors intérim) où les destructions d'emplois sont plus importantes que celles observées en moyenne en France. Les difficultés de l'industrie automobile se sont traduites par plusieurs restructurations de l'usine de Stellantis qui ont amplifié localement les pertes d'emplois de la filière, en comparaison des baisses d'effectifs dans les autres territoires français. L'emploi dans les « autres produits industriels » (industrie chimique, métallurgie, imprimerie) a diminué depuis 2006, mais moins fortement qu'ailleurs. 500 emplois ont été préservés par rapport à la moyenne nationale. L'essentiel de cette diminution provient du site de Cooper Standard de la Barre-Thomas (jusqu'en 2019).

L'information et la communication sont portées par la forte croissance des secteurs du numérique, de l'audiovisuel et des télécommunications (+ 5 200 emplois créés par l'effet local). La croissance de l'emploi dans les « activités scientifiques et techniques ; soutien et services administratifs » est portée par une forte hausse de l'emploi intérimaire et d'autres services externalisables (Samsic, Derichebourg propreté).

Quelques secteurs présentent une croissance « atypique » : les transports (transport routier et entreposage), les équipements électroniques et informatiques (à l'image de Mailleux, BA Systèmes), les industries agroalimentaires (comme Bridor, Cooperl, Bouchers Services) et les activités immobilières sont en croissance entre 2006 et 2020 grâce à une bonne performance locale.

La croissance des emplois dans les activités résidentielles est essentiellement portée par le dynamisme local et l'attractivité résidentielle de la zone d'emploi rennaise. C'est en

particulier le cas dans les commerces de détail (+ 1 000). La construction (+ 1 500), les activités de la santé/enseignement (+ 2 300) ou encore les autres activités de services (+ 1 200) tirent aussi profit de l'augmentation de la population à Rennes et dans les intercommunalités proches.

La zone d'emploi de Rennes se distingue donc par sa capacité à être plus performante pour créer davantage d'emplois dans certains secteurs (numérique, commerce) en comparaison de la moyenne nationale. Par ailleurs, l'écosystème rennais a su se préserver des difficultés rencontrées à l'échelle nationale dans certaines filières en difficultés comme les industries agroalimentaires ou encore les transports.

L'évolution de l'emploi en Bretagne et en Ile-et-Vilaine

UNE TRAJECTOIRE SUR 40 ANS BIEN ORIENTÉE EN BRETAGNE

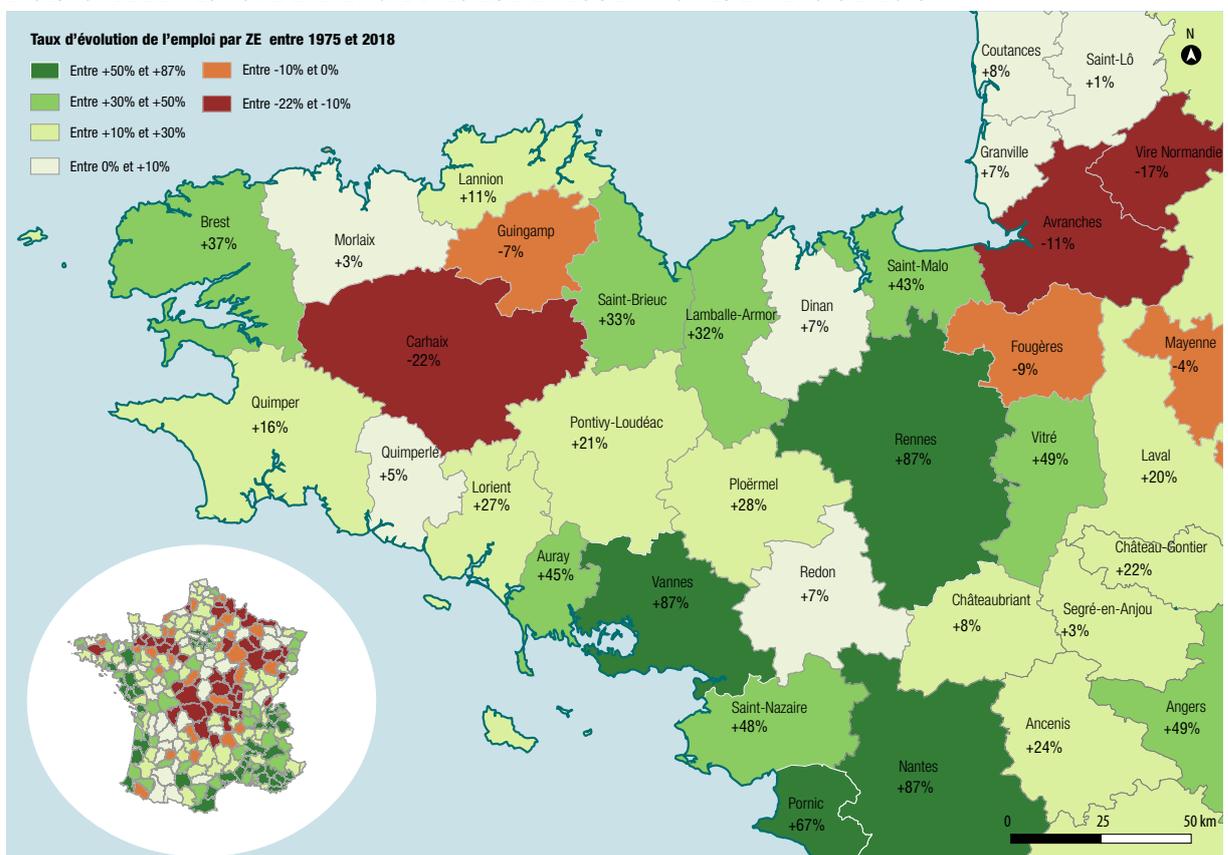
17 zones d'emplois bretonnes sur 20 ont créé des emplois entre 1975 et 2018

Rennes et Vannes ont les zones d'emplois les plus dynamiques avec une hausse de 87 % de l'emploi total durant cette période. Seules 3 zones sont en décroissance en région Bretagne : Guingamp, Fougères et Carhaix. La moyenne régionale est de +35 %. Néanmoins, cette croissance n'est pas régulière dans le temps.

L'évolution de l'emploi total suit des trajectoires variées

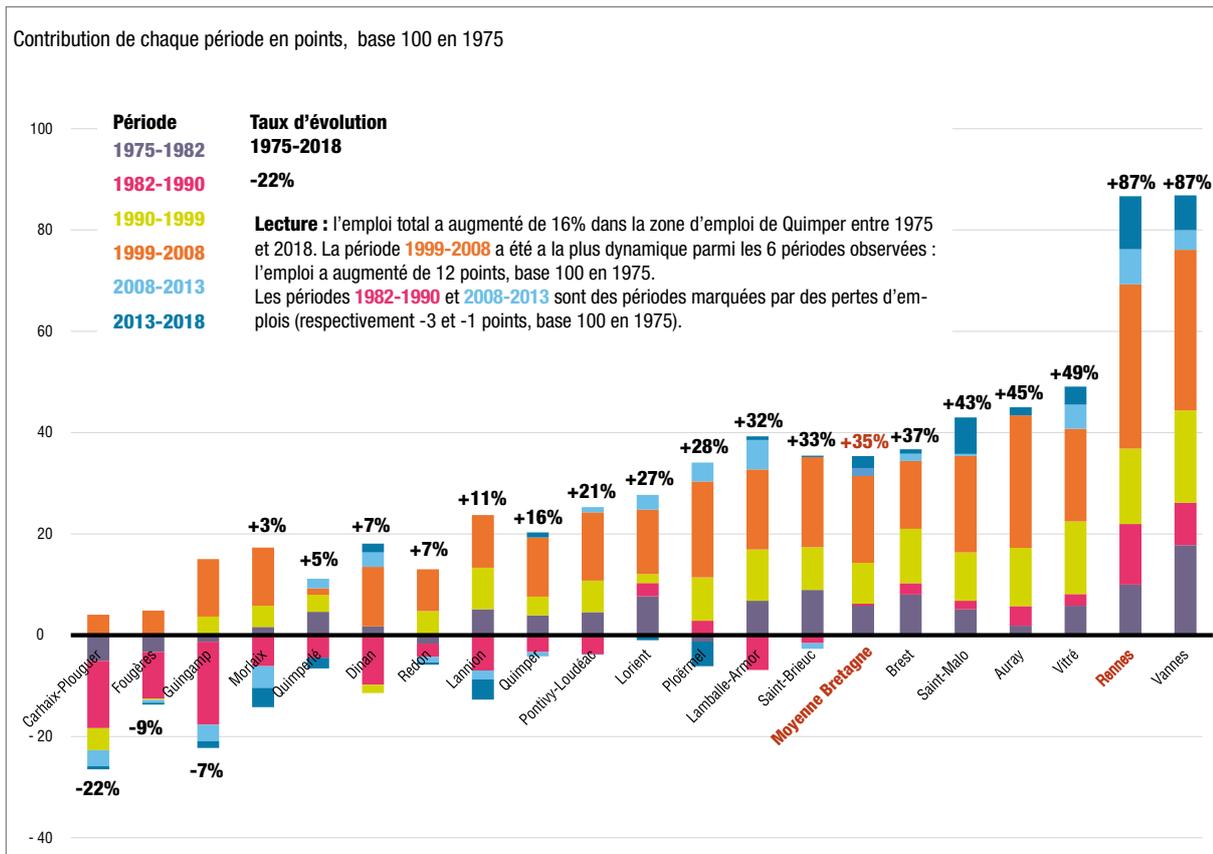
La croissance de l'emploi entre 1975 et 2018 peut être découpée en six périodes : 1975-1982, 1982-1990, 1990-1999, 1999-2008, 2008-2013 et 2013-2018. 7 zones d'emplois bretonnes, dont Rennes, sont en croissance pendant ces 6 périodes.

ÉVOLUTION DE L'EMPLOI TOTAL EN BRETAGNE ET ZONES D'EMPLOIS LIMITOPHES ENTRE 1975 ET 2018



Source : Insee, sphères présentes et productives 1975-2018

ÉVOLUTION DE L'EMPLOI PAR ZONE D'EMPLOI BRETONNE ENTRE 1975 ET 2018



Source : Insee, retraitements et infographie Audiar.

La période comprise entre 1982 et 1990 est la plus difficile pour l'emploi en Bretagne : 12 zones d'emploi bretonnes sont en décroissance, en particulier dans le Finistère et les Côtes-d'Armor, et 8 sont en croissance.

La plupart des zones d'emploi bretonnes ont connu une période de forte croissance entre 1990 et 2008. C'est pendant cette période que l'essentiel des créations d'emplois a été observé, en particulier entre 1999 et 2008. La crise économique de 2008 marque une rupture : les taux d'évolution de l'emploi ralentissent fortement voire basculent en négatif. Pour certaines agglomérations bretonnes, l'emploi stagne (Quimper, Pontivy-Loudéac) ou diminue (Lannion, Redon, Guingamp) depuis 2008. Lamballe-Armor, Saint-Malo, Vitré et a fortiori Vannes et Rennes parviennent à garder un taux de croissance de l'emploi positif.



L'emploi agricole recule massivement en Bretagne entre 1975 et 2018

La mutation de l'économie bretonne est marquée par le recul massif du secteur primaire dans l'économie : 25% des actifs bretons âgés de 25 à 54 ans travaillaient dans ce secteur en 1975, ils ne sont plus que 4% en 2018. Cette baisse de 21 points est plus importante qu'ailleurs en France, où la part diminue de 8 points en 40 ans. Le secteur agricole employait dans certaines agglomérations bretonnes plus de 40% des actifs, notamment à Carhaix et Lamballe (48%) ou encore à Ploërmel (43%).

L'industrie bretonne a employé 20 500 actifs¹ supplémentaires en 40 ans. Mais contrairement au secteur primaire, les situations sont plus hétérogènes selon les zones d'emplois bretonnes. Des pertes d'emplois industriels sont observées pour sept d'entre-elles (en particulier Brest, Fougères, Lannion) tandis que d'autres portent la croissance régionale dans ce secteur (Vitré, Lamballe, Ploërmel, Pontivy, Rennes dans une moindre mesure).

La tertiarisation de l'économie bretonne absorbe, pour la grande majorité des zones d'emplois bretonnes, la totalité des pertes du secteur agricole ou industriel. Le nombre d'actifs dans le tertiaire breton a plus que doublé en 40 ans, voire triplé dans certains territoires (Rennes, Vannes).

¹ Actifs âgés de 25 à 54 ans. Source : Secteur d'activité des emplois des 25-54 ans aux recensements de 1975 à 2018.

ÉVOLUTION DES ACTIFS ÂGÉS DE 25 À 54 ANS AU LIEU DE TRAVAIL PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ, DANS LES ZONES D'EMPLOIS BRETONNES ENTRE 1975 ET 2018

ZONE D'EMPLOI	Agriculture	Industrie	BTP	Tertiaire	Total
Auray	-2 870	1 440	-170	9 805	8 200
Brest	-8 600	-2 630	-660	54 140	42 250
Carhaix-Plouguer	-9 660	730	-1 370	5 350	-4 950
Dinan	-4 660	-230	-240	9 030	3 900
Fougères	-4 770	-1 270	100	8 580	2 640
Guingamp	-4 330	-350	-625	5 050	-265
Lamballe-Armor	-3 890	4 595	375	6 820	7 900
Lannion	-4 145	-1 465	-780	10 115	3 730
Lorient	-4 675	-940	-330	22 690	16 745
Morlaix	-7 880	880	-900	12 340	4 430
Ploërmel	-5 100	3 660	-240	7 990	6 310
Pontivy-Loudéac	-8 190	4 010	-290	14 415	9 940
Quimper	-11 445	430	-2 175	29 700	16 510
Quimperlé	-3 280	180	-455	4 740	1 185
Redon	-5 455	375	340	9 260	4 520
Rennes	-13 405	2 045	5 700	134 420	128 770
Saint-Brieuc	-4 055	-290	380	21 790	17 825
Saint-Malo	-4 410	1 490	-210	17 615	14 490
Vannes	-5 810	3 130	1 560	34 875	33 755
Vitré	-6 060	5 710	-175	12 740	12 220
Bretagne	-128 370	20 510	-1 120	428 645	319 670

Source : Insee. Recensement de la population, secteur d'activité des emplois des 25-54 ans aux recensements de 1975 à 2018.

L'AIRE D'ATTRACTION DE RENNES EN FORTE CROISSANCE DEPUIS 1999

Le nombre d'emplois a doublé dans certaines intercommunalités d'Ille-et-Vilaine entre 1975 et 2018

La croissance de l'emploi en Ille-et-Vilaine est soutenue à Rennes Métropole et dans les intercommunalités limitrophes. L'emploi total a plus que doublé entre 1975 et 2018 dans le Pays de Châteaugiron Communauté (156%). Dans Rennes Métropole, Montfort Communauté ou Liffré Communauté, les taux de croissance sont d'environ +90%.

Pour la plupart des intercommunalités du département, la période la plus créatrice d'emplois a été 1999-2008. Quatre intercommunalités ont néanmoins créé plus d'emplois entre 2008 et 2018 qu'entre 1999 et 2008.

Les deux intercommunalités en décroissance concernent Fougères Agglomération (-14%) et la communauté de communes Couesnon Marches de Bretagne (-16%). La carte des zones d'emplois bretonne du chapitre précédent indique pour Fougères un taux d'évolution de -9%. Cet écart de 5 points entre la zone d'emploi de Fougères et les deux intercommunalités la composant s'explique par la forte progression de l'emploi dans la commune de Saint-Aubin-du-Cormier qui appartient à Liffré Cormier Communauté, mais qui intègre la zone d'emploi de Fougères.

Les activités agricoles regroupaient environ la moitié des actifs de 25 à 54 ans en 1975 dans 13 des 18 intercommunalités d'Ille-et-Vilaine

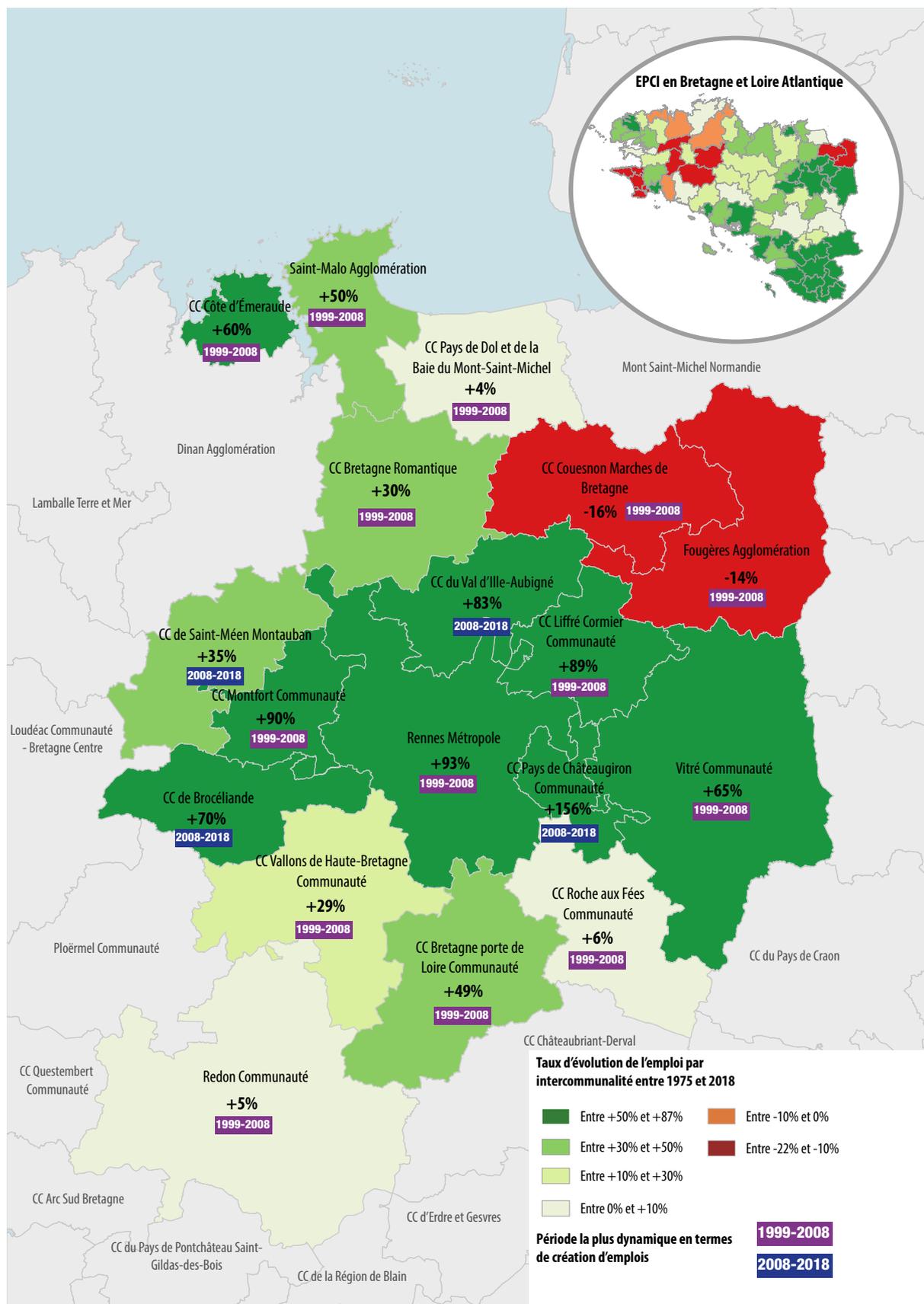
Le secteur agricole était prépondérant dans les intercommunalités d'Ille-et-Vilaine en 1975, à l'exception de Rennes Métropole (4%) et de la CC Côte d'Émeraude (8%). Cette part diminue progressivement en Ille-et-Vilaine pour employer en moyenne 6% des actifs de 25 à 54 ans 2018.

La part de l'emploi industriel a diminué de 7 points en Ille-et-Vilaine entre 1975 et 2018, passant de 20% à 13% des actifs occupés âgés de 25 à 54 ans. Rennes Métropole¹ est particulièrement impacté par cette baisse de l'emploi industriel avec une part qui diminue de 14 points et une réduction du nombre d'actifs de 4 500 personnes dans ce secteur. À l'inverse, l'industrie a généré de l'emploi dans les autres intercommunalités bretonnes (+12 000 actifs dont la moitié dans Vitré Communauté). Ce secteur y regroupait 18% des actifs en 1975 et 19% en 2018.

La tertiarisation de l'économie cause de grandes mutations dans les intercommunalités bretonnes : hors métropole rennaise, sa part dans l'emploi était en moyenne de 34% en 1975 contre 68% en 2018.

¹ En 2022, l'Audiar publiera une étude sur l'emploi dans l'industrie dans Rennes Métropole et en Ille-et-Vilaine. Ce travail détaillera notamment les mutations qu'ont connu ce secteur et l'investissement immatériel dans le processus de production.

ÉVOLUTION DE L'EMPLOI TOTAL EN ILLE-ET-VILAINE ENTRE 1975 ET 2018 PAR INTERCOMMUNALITÉ



Source : Insee, sphères présentes et productives 1975-2018.

Annexes

Évolution de l'emploi total par zone d'emploi des métropoles entre 1975 et 2018

Métropoles	1975	2008	2018	Évolution 1975-2018 en %
Bordeaux	307 215	462 033	525 351	71%
Brest	118 655	159 465	162 214	37%
Clermont-Ferrand	167 345	203 875	210 450	26%
Dijon	135 250	173 269	170 429	26%
Grenoble	198 220	274 979	277 010	40%
Lille	323 925	407 383	445 077	37%
Lyon	598 425	786 256	867 322	45%
Marseille	412 010	470 216	483 140	17%
Metz	161 920	186 585	175 282	8%
Montpellier	119 835	256 933	299 623	150%
Nancy	203 275	227 619	217 890	7%
Nantes	235 175	384 328	440 350	87%
Nice	179 125	232 417	227 411	27%
Orléans	133 065	188 167	187 145	41%
Paris	3 543 745	3 722 014	3 863 817	9%
Rennes	174 000	294 561	324 842	87%
Rouen	264 755	296 171	293 917	11%
Saint-Étienne	203 940	207 237	201 835	-1%
Strasbourg	230 575	320 681	329 330	43%
Toulon	139 590	203 079	211 256	51%
Toulouse	262 955	525 970	606 195	131%
Tours	154 635	208 440	209 708	36%
22 métropoles	8 093 635	9 897 116	10 404 752	29%
France	21 806 900	26 861 844	27 059 546	25%

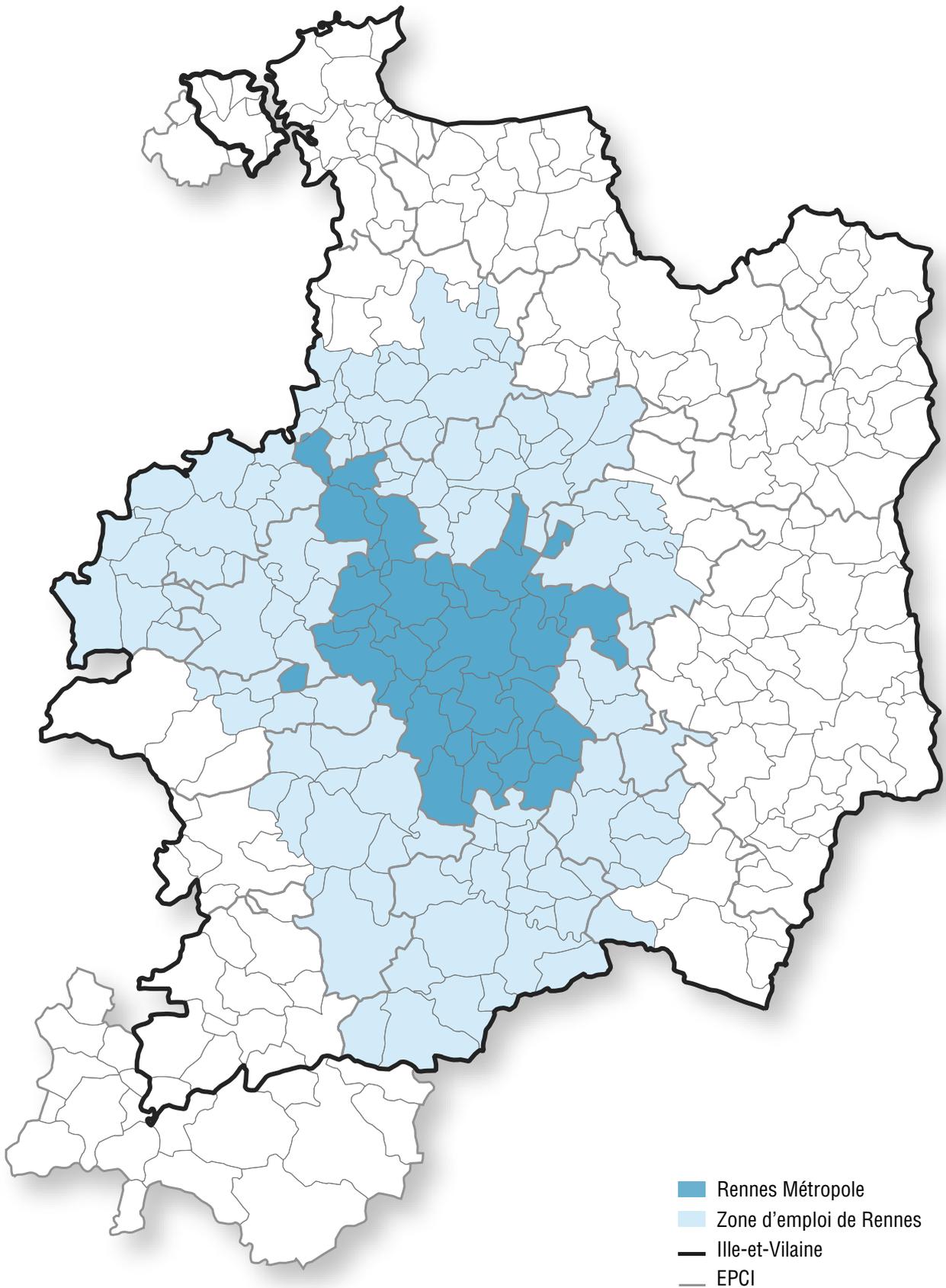
Source : Emploi total, sphères économiques de 1975 à 2018. Insee.

Évolution de l'emploi total par zone d'emploi bretonne entre 1975 et 2018

Zone d'emploi	1975	2008	2018	Évolution 1975-2018 en %
Auray	20 515	29 424	29 733	45%
Brest	118 655	159 465	162 214	37%
Carhaix-Plouguer	36 445	29 656	28 285	-22%
Dinan	30 260	30 899	32 282	7%
Fougères	34 585	31 858	31 535	-9%
Guingamp	22 000	21 423	20 411	-7%
Lamballe-Armor	20 235	25 473	26 794	32%
Lannion	34 705	40 539	38 540	11%
Lorient	67 485	84 207	85 525	27%
Morlaix	47 095	52 368	48 567	3%
Ploërmel	22 615	29 206	28 949	28%
Pontivy-Loudéac	41 400	49 895	50 290	21%
Quimper	96 685	112 127	112 287	16%
Quimperlé	17 600	18 455	18 415	5%
Redon	26 245	28 553	28 146	7%
Rennes	174 000	294 561	324 842	87%
Saint-Brieuc	57 090	76 279	75 807	33%
Saint-Malo	39 180	53 044	56 030	43%
Vannes	46 985	82 748	87 788	87%
Vitré	26 650	37 515	39 733	49%
Région Bretagne	980 430	1 287 695	1 326 173	35%

Source : Emploi total, sphères économiques de 1975 à 2018. Insee.

Périmètre de la zone d'emploi de Rennes



Source : Insee, périmètre au 01/01/2020.



Contacts

Kevin Morvan
02 99 01 85 03
k.morvan@audiar.org